

## SEANCE DU 07 AVRIL 2023

Nombre de conseillers :  
en exercice : 15  
présents.....: 09  
votants.....: 13

Pour : 13 Contre : 0 Abst : 0

L'an deux mil vingt-trois et le sept avril à 18 heures trente.

Le Conseil Municipal de la Commune d'Ardes sur Couze régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jacques THERME, Maire.

Présents : Mmes Allezard, Momplot, Pinot. M. Bafoil, Brun, Falcimagne, Finaud, Therme, Vours.

Absents : Mmes Anglaret, Buffay, Jourdan. MM Barthomeuf, Dupin, Michalon.

Pouvoirs : C Jourdan à C Momplot

F Buffay à J Therme

M Dupin à R Falcimagne

D Michalon à Dominique Bafoil

Date de la convocation : 30 mars 2023

Secrétaire de séance : Marie Josèphe PINOT

n° 17/2023

**Objet : Demande de dérogation à l'article L122-5 du code de l'urbanisme (loi montagne), concernant la parcelle n° : B 714 située sur la commune de ARDES SUR COUZE.**

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal du dépôt en mairie d'une demande de certificat d'urbanisme déposée par Parc animalier d'Auvergne concernant un terrain cadastré section B n°714, au lieu-dit « Route d'Anzat », pour la création d'un parc résidentiel de loisir.

Actuellement, ce terrain est situé en zone non urbanisable du fait que la commune d'ARDES SUR COUZE n'a pas de document d'urbanisme et que l'implantation du projet se situe en discontinuité par rapport au hameau existant.

Monsieur le Maire rappelle que la commune de d'ARDES SUR COUZE compte au dernier recensement de la population municipale 586 habitants, que celle-ci tend à se maintenir difficilement.

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.122-5 et L.122-7 ;

**Considérant** que l'opération envisagée est compatible avec les objectifs de protection des terres agricoles, pastorales et forestières ;

**Considérant** que l'opération ne nécessite pas de renforcement des équipements publics existants ;

**Considérant** que le projet de construction de chalets en fuste ne nuit pas à la préservation des paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel ; et que toutes les dispositions seront prises pour l'intégration paysagère du projet.

**Considérant** que le projet aura indirectement un impact sur l'économie de la commune ;

**Considérant** que le Parc animalier d'Auvergne est un facteur touristique essentiel dans notre zone rurale.

**Considérant** que le Parc animalier est un ambassadeur de la protection de la biodiversité

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide:**

- de donner un avis favorable à l'opération de l'intéressé ;
- de solliciter la saisine de la CDPENAF dans le cadre de la dérogation à l'article L122-5
- de demander à Monsieur le Sous-Préfet de bien vouloir lever le principe d'inconstructibilité de la parcelle citée et de délivrer, à titre exceptionnel, au pétitionnaire un permis de construire.

**AR Prefecture**

063-216300095-20230407-17\_2023-DE

Reçu le 12/04/2023

Publié le 12/04/2023

Fait et délibéré les jours mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures

Pour copie conforme

Le Maire,

Jacques THERME



Certifié exécutoire :

Publié le :

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont Ferrand dans les deux mois à compter de sa publication (Art R421-1 à R 421-7 du code de Justice Administrative)